



## **Interview de François Villeroy de Galhau – Gouverneur de la Banque de France**

L'OBS – 25 juin 2019

### **« Libra sous l'œil des banques centrales »**

Facebook va lancer sa monnaie privée, le libra, avec le soutien de géants comme Uber et Visa. Le gouverneur de la Banque de France rappelle les règles qu'ils devront respecter s'ils veulent qu'elle existe. Facebook a annoncé le 18 juin le lancement d'une monnaie virtuelle, baptisée libra, dont l'arrivée est programmée pour 2020. Le groupe de Mark Zuckerberg associe à son projet des partenaires, comme les géants Visa, Mastercard, Uber, eBay, Spotify ou encore Iliad, la maison mère de Free (dont le fondateur, Xavier Niel, est coactionnaire de « l'Obs »). Comment les banques centrales vont réguler cette nouvelle devise ? Entretien avec le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau.

#### **Le libra est-il une révolution ?**

Pour le moment c'est un projet, et beaucoup d'interrogations. Notre rôle en tant que banque centrale n'est pas d'avoir peur des innovations, au contraire, mais de garantir la stabilité du système financier et la confiance dans la monnaie, et d'assurer ainsi la protection des consommateurs.

#### **Quelles sont les questions que cette monnaie vous pose ?**

La première est évidente : quelle sera sa valeur ou sa définition ? On annonce qu'elle sera liée à un panier de devises, mais on ne dit pas encore lesquelles. Sa valeur serait-elle alors directement déterminée par le niveau des monnaies qui composeraient ce panier ? Ou bien dépendrait-elle aussi de celle des actifs où la contrepartie des libras serait investie, ce qui conduirait à une valeur plus volatile ? Ces questions sont capitales pour les détenteurs éventuels. Et pourraient-ils vendre ou échanger facilement leurs libras ? Cela fera bien entendu partie des discussions de fond que nous aurons.

La deuxième série d'interrogations concerne la finalité du projet. Est-ce qu'il servirait avant tout de moyen de paiement entre ses adhérents ? Aujourd'hui, certains transferts d'argent transfrontaliers sont clairement perfectibles : ils peuvent par exemple coûter très cher pour les travailleurs immigrés qui envoient de l'argent vers leur pays d'origine. Mais le projet devra impérativement appliquer la réglementation anti blanchiment : les risques sont renforcés par l'anonymat annoncé pour les utilisateurs de libras. Autre obligation : la sécurité absolue des transactions, y compris face aux menaces d'attaques informatiques. En outre, la blockchain sur laquelle le libra reposerait est une technologie très prometteuse, mais pas encore éprouvée à grande échelle. Enfin, bien sûr, la protection des données personnelles recueillies reste cruciale.

Si le projet veut aller au-delà des paiements, offrir des services bancaires (des dépôts, des placements financiers, des crédits...), alors il devra être régulé comme une banque, avec une licence bancaire dans tous les pays où il opérera. Sinon, il serait illégal. C'est pour examiner tous ces points que nous avons décidé de créer une task force d'étude du projet, au sein du G7 que la France préside cette année. Nous visons donc une réponse commune de l'ensemble des autorités publiques, y compris américaines, qui intégrerait tous les aspects du projet.

La troisième grande interrogation, pour le moment la plus virtuelle, c'est l'ambition affichée de créer une monnaie privée mondiale. Les questions à résoudre seraient alors très lourdes. Au fil de l'Histoire, les monnaies privées n'ont nulle part connu de fin heureuse. Une entité privée qui émet une « monnaie » n'a pas reçu de mandat des citoyens, et ne doit pas leur rendre de comptes ; dans la durée, elle inspire moins confiance qu'une autorité publique. C'est pourquoi battre monnaie est dans nos démocraties modernes un monopole public.

### **De quoi parle-t-on alors avec ce nouvel instrument ? Le libra est-il une façon d'ubériser les monnaies traditionnelles ? Un hold-up sur le métier des banques ?**

Rappelons d'abord que si l'ambition du projet est vaste, il ne pourra exister qu'en respectant les règles qui valent pour tous. Nous vivons heureusement dans des démocraties et des États de droit. Les responsables du projet affichent d'ailleurs cette volonté : ils ne pourront pas le lancer sans accord des autorités publiques. Dans cette discussion, ayons l'esprit ouvert mais gardons la tête froide : il ne peut s'agir d'une « ubérisation des monnaies ». Une monnaie légale a pour les citoyens et les acteurs économiques toujours trois fonctions. C'est d'abord d'être un instrument de paiement. Ensuite, c'est une unité de compte : elle permet à chacun de savoir la valeur des choses, d'une façon stable et prévisible. Enfin, c'est une réserve de valeur, un instrument d'épargne que l'on peut garder et accumuler. A ce stade, le plus évident dans le projet libra, c'est l'aspect moyen de paiement, même s'il n'aurait pas de « pouvoir libérateur » comme une vraie monnaie : vous êtes obligé, en France, d'accepter des paiements en euros alors que les éventuels paiements en libras resteraient au choix des parties. On voit difficilement comment le projet deviendrait une unité de compte internationale, ou un instrument d'épargne répandu.

Quant à votre image du « hold-up », il ne faut certes pas être naïf : il y a de puissants intérêts privés derrière le projet. Mais la concurrence peut permettre aussi des progrès dans les services financiers, notamment sur les transferts d'argent transfrontières. Nous devons moderniser les systèmes de paiement internationaux. Et, libra ou pas, les institutions financières devront continuer à innover et évoluer. Notre rôle à nous, Banque de France, n'est pas de choisir entre des processus technologiques, c'est de garantir durablement les bases de la stabilité et de la confiance.

### **Faudrait-il créer un nouveau type de banque centrale internationale pour surveiller toutes ces initiatives privées qui vont se multiplier ?**

Non, à mon sens. Nous avons su mettre en place en quelques jours notre task force G7, présidée par Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE). Les banquiers centraux se rencontrent et se concertent très souvent, notamment à Bâle – siège de la Banque des Règlements internationaux – où je serai encore ce week-end.

### **Est-ce l'un des premiers grands signes de la fin de l'argent liquide ? Des pays comme la Suède veulent d'ailleurs officiellement supprimer les billets et les pièces.**

A la Banque de France, nous voyons une érosion de l'utilisation de l'argent liquide, mais pas sa disparition. Notre mission est de garantir la valeur de la monnaie ; c'est ensuite aux citoyens de choisir librement la forme qu'ils veulent utiliser, billets, cartes ou monnaie numérique. La banque centrale doit garantir l'égalité d'accès, l'égalité de sécurité, l'égalité de qualité de ces différents supports. Aujourd'hui, le cash représente encore près des deux tiers du nombre des paiements en France ; la proportion est plus importante en Allemagne ou dans le sud de l'Europe. La banque centrale de Suède réfléchit à une numérisation complète des moyens de paiement, mais elle reste à ce stade une exception en Europe.

**Dans les pays dont le système financier est en banqueroute ou fragile, les citoyens n'ont-ils pas intérêt à ce qu'un système leur donne une garantie supplémentaire pour protéger leur argent ?**

Dans sa présentation, le projet met effectivement en avant les 1,7 milliard de personnes dans les pays en développement qui ne disposent pas de services bancaires. Mais dans nos pays développés, rappelons que même lors de la crise de 2008, personne n'a douté de la solidité de l'euro. Depuis, nous avons encore renforcé la surveillance des banques et les règles de sécurité qu'elles doivent respecter. Les Français et les Européens ont une monnaie de confiance, l'euro. Ils ont construit ce bien collectif, qui est le leur, mieux que tout instrument financier privé.

Après les taxis concurrencés par Uber ou les hôtels par Airbnb, c'est au tour de la bonne vieille monnaie de se faire secouer par le monde numérique et c'est le géant Facebook qui se charge de l'assaut : la plate-forme aux 2,3 milliards de membres (dont 35 millions en France) vient de créer Calibra en Suisse, une association destinée à populariser le libra, une devise électronique. L'ambition est énorme. C'est d'abord une utilité sociale que le réseau met en avant : servir de banque aux 1,7 milliard de Terriens qui ne disposent pas d'accès à une banque, mais qui ont un smartphone. Ce n'est pas l'unique motivation des 28 premiers actionnaires du projet comme Visa, Mastercard, Spotify, Booking, eBay, Uber ou le français Iliad (Free) de Xavier Niel (coactionnaire de « l'Obs ») qui mettront chacun au moins 10 millions de dollars au pot. A terme, ils seront 100 membres, donc 100 maîtres de cette monnaie privée très oligarchique. Pour eux, il s'agit de faciliter les achats électroniques en les rendant plus simples et moins coûteux. Facebook espère qu'ainsi nous achèterons plus souvent sur sa plate-forme, et que les entreprises y feront encore plus de publicité pour nous séduire. Les inconnues du projet sont gigantesques : Facebook veut-il ainsi s'arroger un droit – battre monnaie – dévolu normalement aux États, pour mieux les déstabiliser ? Et il y a bien entendu le point noir de la data, les données que les concepteurs du libra vont collecter sur nos achats et nos habitudes. Facebook jure que ces secrets resteront au sein de Calibra et ne seront pas utilisés pour faire de la publicité encore plus ciblée sur son réseau. Faut-il les croire ?

**Claude Soula et Sophie Fay**